

LES CHARTES CORPORATISTES, DU CARNARO À VÉRONE....

«Si Mussolini n'avait pas existé, certainement l'histoire italienne actuelle n'aurait pas été la même. Mais elle n'aurait pas été très différente.[...] Toute la situation italienne a porté à la dictature, a déterminé les différentes phases du fascisme. Croire que tout cela a été le produit de la volonté et de l'intelligence d'un homme est enfantin» (1).

Camillo Berneri (2) fut un des militants les plus lucides et précoces dans la lutte contre le fascisme. Dans *«Psychologie d'un dictateur»*, il décrit l'évolution des discours de Mussolini du militant ouvrier au républicain puis au chef d'État.

«Anti-impérialiste jugé et condamné pour les émeutes de 1911 à Forlì contre la guerre de Libye, puis, des années plus tard, favorable à l'Empire fasciste et à la guerre d'Éthiopie; féroce antisocialiste après avoir adhéré longtemps au P.S.I.; écrivant en 1919: "Personne ne veut être gouverné par un semblable qui s'érige en messie, en tsar et en Père éternel... Nous voulons être gouvernés par la liberté universelle, non par la volonté d'un groupe ou d'un homme" (3), avant d'établir un véritable État totalitaire; anticlérical et bouffeur de curés à tous crins puis signataire des accords de Latran avec le Vatican; adversaire de l'Allemagne nazie en 1934 puis allié à elle quelques années plus tard, etc... Il fallait certainement être un très grand acteur pour pouvoir assumer tous ces rôles les uns après les autres en donnant toujours l'impression qu'il croyait à ce qu'il disait, même si ce qu'il disait le samedi était le contraire de ce qu'il avait dit le lundi d'avant» (4). «L'histrionisme de Mussolini [...] est sans aucun doute la véritable clé de son succès. Je dénie tout autre génie à Mussolini, mais je n'hésite pas à répéter que, en tant qu'histrion, Mussolini est vraiment un génie» (5).

Histrion, mais aussi, mais surtout, opportuniste.

La Charte du Carnaro

Le poète italien Gabriele D'Annunzio à la tête d'irréguliers italiens, s'empara de la ville de Fiume (Rijeka) disputée entre la Hongrie, la future Yougoslavie et l'Italie le 12 septembre 1919, contraignant les troupes d'occupation alliées (Américains, Britanniques et Français) à se retirer. Son objectif était de rattacher Fiume à l'Italie, mais le gouvernement italien refusa, et commença à faire le blocus de la ville en exigeant la reddition de D'Annunzio. Celui-ci proclama alors la *«Régence italienne du Carnaro»* qui s'acheva fin décembre 1920 (*«Noël de sang»*), à la suite du bombardement de Fiume par la marine italienne.

La *Charte du Carnaro*, rédigée principalement par le syndicaliste révolutionnaire Alceste de Ambris, or-

(1) Camillo Berneri, *Mussolini, un grand acteur. Psychologie d'un dictateur*, in *Contre le fascisme. Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019. p.128.

(2) Camillo Berneri fut assassiné avec Francesco Barberi à Barcelone par des agents soviétiques le 5 mai 1937. Quelques semaines avant le dirigeant du *Parti ouvrier d'unification marxiste*, Andres Nin (20 juin).

(3) *Popolo d'Italia*, 14 novembre 1914, cité in G. Salvemini, *Le Origini del fascismo in Italia*, p.265.

(4) Site de l'*Université populaire de Toulouse*, Entretien avec Miguel Chueca, 29 octobre 2019, p.2.

(5) Alceste de Ambris, *Mussolini: La Legenda e l'uomo*, Marseille Edizioni Sala Italia Libera, 1930, traduction Miguel Chueca.

ganisait le fonctionnement de l'État. Cette constitution établissait un État corporatiste. Le pouvoir législatif était bicaméral. Il y avait un *Conseil des Meilleurs (Consiglio degli Ottimi)* élu au suffrage universel et un *Conseil des Corporations (Consiglio dei Provvisori)* nommé par les neuf corporations représentant les différents secteurs de l'économie: les ouvriers en industrie et agriculture, les marins, les techniciens en industrie et agriculture, les patrons, les administrations et les secrétariats privés, les professeurs et les étudiants, les avocats et les médecins, les fonctionnaires, les travailleurs dans les coopératives. Une dixième corporation regroupait les artistes, les héros, etc... Elle ne participait pas au *Conseil des Corporations*.

L'adhésion à la corporation correspondante était obligatoire.

Les deux conseils pouvaient se réunir pour modifier la constitution ou nommer un dictateur en période de crise.

«À Fiume on envisagea une marche sur Rome. Millo, vice-amiral et gouverneur de la Dalmatie, jura fidélité à D'Annunzio. Et plusieurs généraux firent de même» (6). D'Annunzio, hésita puis renonça. Lénine avait déclaré: «Vous, les socialistes, n'êtes pas des révolutionnaires. Il n'y a que trois hommes en Italie qui peuvent faire une révolution: Mussolini, D'Annunzio et Marinetti (7)» (8). (Propos rapporté entre autres par Nicola Bombacci) (9).

D'Annunzio ayant renoncé, la place était libre pour Mussolini. Le 27 octobre 1922, il organisa la *Marche sur Rome*, une grande partie des généraux de Fiume y participèrent.

Mussolini, opportuniste avait déjà abandonné l'internationalisme et le pacifisme pour ne pas être débordé par les syndicalistes révolutionnaires signataires de l'appel du «*Faisceau révolutionnaire d'action internationaliste*» partisans de l'intervention dans la première guerre mondiale. Il devint nationaliste pour récupérer les «*arditi*» (10) et les officiers de Fiume. Ne parvenant pas à réaliser une alliance électorale avec la gauche aux élections de 1919, il fit alliance avec la droite aux élections de 1921.

«Mussolini trahit la cause de la ville. Il déconseilla la marche projetée sur Rome et, quand Fiume fut attaquée, il ne donna pas l'ordre d'agir à ses faibles escouades et se contenta d'attendre le moment de la succession. Une grande partie des officiers de Fiume vint grossir les rangs fascistes. [...] Mussolini attira à lui une grande quantité des légionnaires de Fiume [...].

Borletti (11) était allé à Fiume et Errico Malatesta avait été invité par D'Annunzio: la grande industrie et la révolution étaient appelées à s'asseoir à la même table que les généraux. Une fois Fiume vaincue, elle devint le «*Capporetto* (12) du combattentisme» rouge, du «*fiumanissimo soviétiste*». Restèrent les généraux à la recherche d'un autre D'Annunzio: ce fut donc Mussolini. Et la grande industrie, la banque et le gouvernement Giolitti commencèrent à financer généreusement le fascisme» (13).

«Fiume était fasciste. Qu'il y ait eu des légionnaires qui ensuite aient été antifascistes ne fait rien à l'affaire. Ils abandonnèrent le mythe pour la réalité, la rhétorique pour la politique. Et s'ils ne virent pas clair, ce

(6) Camillo Berneri, *Fiume et le fascisme* in *Contre le fascisme. Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.209.

(7) Auteur du *Manifeste du Futurisme* (mouvement culturel avant-gardiste). En 1918 il créa le parti politique futuriste. Il participa à la fondation des *Faisceaux italiens de combat* en mars 1919 et demeura un fasciste convaincu jusqu'à sa mort en 1944.

(8) A. Schiavo, *Futurismo e Fascismo*, Volpe, Rome, 1981.

(9) Fondateur du P.C.I. avec Bordiga et Gramsci. Il fut exclu des instances dirigeantes du P.C.I. en novembre 1923, réintégré par Zinoviev en janvier 1924 puis définitivement exclu du P.C.I. en 1926. Se rapprochant du fascisme, Mussolini l'autorise début 1936 à fonder la *Verità*, revue politique alignée sur les positions du régime, laquelle revue durera jusqu'à juillet 1943, et à laquelle collaborèrent d'anciens socialistes. Il avait choisi «*La Vérité*» comme nom de sa revue pour bien marquer sa filiation léniniste. Il écrivit des brochures dénonçant la vraie nature du stalinisme pendant la République de Salò.

(10) Corps francs. Un groupe minoritaire: les «*arditi del popolo*» s'opposèrent aux fascistes.

(11) Entrepreneur et politicien, ami de D'Annunzio, il finança son aventure fiumaine.

(12) Importante défaite italienne pendant la Première guerre mondiale.

(13) Camillo Berneri, *Fiume et le fascisme* in *Contre le fascisme - Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.212.

fut parce que dans leur attachement à la légion, aussi honnête et aussi généreux qu'il ait pu être, il y avait un péché originel: le nationalisme» (14).

Les emprunts du fascisme à l'épisode de Fiume furent nombreux: chemise noire, salut romain, cri de guerre qui devint le cri d'ovation («*Eïa, eïa, alalà*»), recours à un dictateur et surtout, État corporatiste.

La Charte du travail (15)

Début 1920, Mussolini écrit encore des tirades contre l'État... avant de créer «*l'État intégral*», nouvelle pirouette:

«À bas l'État sous toutes ses formes et ses incarnations! L'État d'hier, d'aujourd'hui, de demain. L'État bourgeois et l'État socialiste.

À nous qui sommes les morituri () de l'individualisme, il ne nous reste, dans le présent sombre et dans le demain ténébreux, que la religion, désormais absurde, mais toujours consolatrice, de l'Anarchie! (16)».*

À partir du printemps 1920, les adhésions aux *fasci* reprennent, mais le recrutement évolue (les historiens parlent de premier et de second fascisme). Si les premiers militants étaient liés à la mouvance de l'interventionnisme de gauche, la nouvelle vague est issue de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, mais est plus jeune et plus à droite, avec une nette composante militaire (officiers démobilisés, *arditi*, légionnaires de Gabriele D'Annunzio après la capitulation de Fiume). Ces nouveaux fascistes ont en commun une haine farouche du bolchevisme et de la démocratie libérale.

«Mussolini comprit que les ex-combattants, un mouvement hétérogène et utilitariste, pouvaient devenir une énorme masse de manœuvre que si elles étaient encadrées par une organisation syndicale, mais il ne pouvait pas envisager la création, longue et incertaine, d'une organisation ex-novo. il était plus profitable de récolter ce que d'autres avaient semé. De fait, on vit alors Mussolini flirter avec l'U.I.L. (17). Cette association, dont les cadres devaient fournir l'ossature des corporations fascistes, repoussait l'internationalisme extrême, mais appelait de ses vœux une sorte de république ouvrière, inscrite dans une confédération européenne de républiques démocratiques, pacifiques et démilitarisées» (18).

Edmondo Rossoni secrétaire général de la *Confédération nationale des corporations syndicales* définit le syndicalisme fasciste comme un syndicalisme national, renonçant à la lutte des classes et admettant en son sein des «*producteurs*» venus de toutes les couches de la société.

«Que Mussolini soit allé au gouvernement porté par la bourgeoisie plutôt que comme chef d'un parti démontre le fait que la "révolution" fasciste ne fut guère plus qu'une manifestation de rue. S'il avait signé l'état de siège, le roi aurait pris parti contre la bourgeoisie et mis sa couronne en jeu. Il ne le signa pas. Pour instaurer la république, Mussolini aurait dû compter sur les seules forces fascistes, sur une seule fraction de la bourgeoisie et de l'armée: une fois de plus, il décida de s'adapter».

Ainsi, le révolutionnaire devint chef du gouvernement d'une royauté!!!

Pour marquer à la fois les convergences et les différences du fascisme et du communisme, Mussolini déclarait en novembre 1921 à la *Chambre des députés*:

(14) Ibidem, p.215.

(15) Voir *L'Anarcho-syndicaliste*, n°240, *Ni droite, ni gauche, troisième voie*.

(*) Comprendre: «*les agonisants*». (Note A.M.).

(16) «*L'ora e gli orologi*», *Il Popolo d'Italia*, 6 avril 1920, cité dans Camillo Berneri, *Mussolini et le bolchevisme* in *Contre le fascisme-Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.175.

(17) *Union Italienne du Travail* créée par les syndicalistes-révolutionnaires exclus de l'*Union Syndicale Italienne* à cause de leur position «*interventionniste*».

(18) Camillo Berneri, *Mussolini et le bolchévisme* in *Contre le fascisme-Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.209.

«Je reconnais qu'entre les communistes et nous il n'y a pas d'affinités politiques, mais il y en a d'intellectuelles. Comme vous [les communistes], nous croyons à la nécessité d'un État centralisateur et unitaire capable d'imposer à tous les individus une discipline de fer, avec cette différence que vous arrivez à cette conclusion à travers la conception de classe et que nous y arrivons, nous, à travers la conception de la nation» (19).

À partir de décembre 1922 commença la «normalisation». Le *manganello* (gourdin) et l'huile de ricin des *squadristi* (escouade de chemises noires) ne suffirent plus à certains. Les massacres de Turin font 22 victimes.

«En tant que chef du fascisme, je regrette que nous n'en ayons pas massacré plus; comme chef du gouvernement, je dois ordonner qu'on relâche les communistes arrêtés» (20).

Le 6 juin 1924 Mussolini s'exprime à la *Chambre des députés*:

«Nous avons en la personne des gouvernants russes des maîtres admirables. Nous n'avons qu'à imiter ce qu'on fait en Russie. Ce sont des maîtres admirables. Nous avons tort de ne pas suivre complètement leur exemple; si nous le faisons vous seriez maintenant aux travaux forcés au lieu d'être ici» (21). Le 10 juin, Matteotti (député socialiste réformiste) est enlevé et tué par un groupe fasciste.

La *Charte du travail* fut promulguée le 21 avril 1927, elle définit les principes de l'organisation de l'État fasciste. «La fin de la lutte des classes y est annoncée, grâce à la coopération entre ouvriers et patrons au sein de corporations instituées par métier par la loi du 16 mars 1928» (22).

«L'État corporatif considère l'initiative privée dans le champ de la production comme l'instrument le plus efficace et le plus utile dans l'intérêt de la Nation.

De la collaboration des forces productives découle la réciprocité des droits et des devoirs. Le prestataire de travail, le technicien, l'employé ou l'ouvrier est le collaborateur actif de l'entreprise économique dont la direction appartient à l'employeur qui en a la responsabilité» (23).

Initiative privée et collaboration de classes, tout est dit. Les termes seront à peine différents dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* publiée 4 ans plus tard.

«La Charte du Travail n'est qu'un plagiat qui déforme et tarit l'esprit du dessein de la constitution de l'État libre de Fiume présenté par Gabriele D'Annunzio en 1920 et une imitation du régime syndicalo-étatiste de l'U.R.S.S.» (24).

La Charte de Vérone et la socialisation

La mise en minorité de Mussolini lors de la réunion du *Grand Conseil Fasciste* le 24 juillet 1943, permet au roi de le remplacer en tant que *Premier ministre* et de le faire emprisonner.

Le 18 septembre, après sa libération grâce à un commando allemand, de Munich, Mussolini proclame la *République sociale italienne* dite *République de Salò* du nom de la ville où siégeait une partie du gouvernement. (L'armée allemande avait refusé que le gouvernement de la R.S.I. s'installe à Rome). La bourgeoisie et les industriels apportent leur soutien à la résistance et à l'armée américaine, afin de protéger leurs intérêts.

(19) Benito Mussolini, *Œuvres et discours*, t.3, Paris, Flammarion, 1935-1939, p.219.

(20) Camillo Berneri, *Mussolini normalisateur* in *Contre le fascisme - Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.245.

(21) Camillo Berneri, *Mussolini, un grand acteur. Psychologie d'un dictateur* in *Contre le fascisme - Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.108.

(22) Johann Chapoutot, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe 1918-1945*, Presses universitaires de France, 2013, p.210.

(23) *Charte du Travail*, Article 7.

(24) Camillo Berneri, *Mussolini, un grand acteur. Psychologie d'un dictateur* in *Contre le fascisme - Textes choisis* (1923-1937), édition établie par Miguel Chueca, Marseille, Agone, 2019, p.102.

Le 14 novembre, se tient à Vérone le premier congrès du *Parti fasciste républicain* regroupant 250.000 adhérents, au cours duquel est adopté le *manifeste de Vérone*, «manifeste programmatique» qui, se développant en dix-huit points, traite tour à tour de la politique intérieure, extérieure et sociale, revenant au programme anticapitaliste des *fasci* de 1919.

Commentaire de Mussolini sur le congrès, rapporté par son secrétaire Dolfin:

«Les tendances les plus étranges se sont révélées, jusqu'à la tendance communiste. Quelqu'un exigea même l'abolition immédiate de la propriété privée. Il y a vraiment de quoi se demander à quoi a servi la lutte menée depuis vingt ans contre les communistes. Selon ces «gauchistes», nous devrions être arrivés aujourd'hui à une étreinte universelle les comprenant aussi (les communistes). Toutes ces manifestations verbeuses montrent combien peu nombreux sont les fascistes qui ont quelque idée nette du fascisme...» (25). C'est à Nicola Bombacci qu'est attribué le projet de socialisation des entreprises et des moyens de production, dont la propagande du fascisme républicain devait notoirement faire la promotion et qui fut approuvé par le *Conseil des ministres* de la R.S.I. en février 1944.

Cette charte prévoit le droit à la propriété privée, la liberté d'initiative économique, le respect de la loi de l'offre et de la demande et enfin la libre concurrence.

Les principaux points qui nous intéressent:

8- Il conviendra de fonder une Communauté européenne qui accepte comme principes d'éliminer l'influence britannique dans les États européens, d'abolir le système capitaliste, de lutter contre les ploutocraties.

10- La propriété privée est garantie par l'État, mais ne doit pas servir de moyen d'exploitation du travail.

11- Tout ce qui, dans l'économie nationale, est intérêt de l'individu devient intérêt pour la collectivité et, à ce titre, de l'État. Les services publics et les industries de guerre doivent être gérés par la R.S.I.

12- Dans chaque entreprise, techniciens et ouvriers devront collaborer à obtenir une équitable répartition des bénéfices et une équitable fixation des salaires, en particulier par la voie d'une participation aux bénéfices y compris par les ouvriers (principe fasciste de la socialisation de l'industrie).

13- Dans l'agriculture, l'initiative privée s'est heurtée à ses propres limites là où, justement, elle a fait défaut. Les terres incultes ou mal gérées pourront, après expropriation, être cédées aux ouvriers agricoles pour que ceux-ci deviennent des agriculteurs directs, ou aux exploitations agricoles para-syndicales ou parastatales, en fonction des nécessités de l'agriculture.

15- Le logement constituant un droit, il sera créé un "Office national du Logement du Peuple", qui aura pour objectif de donner un logement à chaque travailleur, soit en construisant de neufs, soit par le rachat de logements, donnés ensuite en location aux travailleurs, et devenant, une fois payés, la propriété du travailleur.

16- Le travailleur sera inscrit d'office au syndicat fasciste, mais pourra en changer s'il répond aux conditions pour ce faire. Tous les syndicats feront partie de la "Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts"; pourront également en faire partie les anciens propriétaires, à condition qu'ils ne soient pas dirigeants ou techniciens. La Charte du travail est le contrat fondamental liant travailleurs, dirigeants et État.

17- Un salaire minimum sera garanti aux travailleurs. Les employeurs récalcitrants se verront contraints, s'il y a lieu, de verser le salaire en nature au prix officiel, dans le but de stabiliser les prix et la monnaie et d'assainir le marché. Les spéculateurs du marché noir seront, au même titre que les traîtres et les défaitistes, condamnés à mort.

18- Le parti entend, par le présent préambule à la Constituante, démontrer non seulement qu'il va vers le peuple, mais aussi qu'il est aux côtés du peuple.

(25) F.W. Deakins, *Le congrès de Vérone* (14 novembre 1943) et le *programme de la République de Salò*. Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale, n°26 (avril 1957).

(26) Secrétaire général de la C.F.D.T. de 1971 à 1988.

Gestion de l'entreprise par son personnel dans un cadre capitaliste, ne remettant pas en cause la propriété privée et respectant le principe d'une concurrence «libre et non faussée». Plus tard, Edmond Maire (26) nommera cela «autogestion ouvrière» (27).

La socialisation ne fut jamais réellement mise en place la situation militaire ne le permettant pas.

«La mise en œuvre intégrale de la socialisation était attendue pour le 25 avril 1945. MAIS LE 25 AVRIL, LE DÉCRET A ÉTÉ ABROGÉ. [...] les industriels qui avaient financé la «Résistance», lui fournissant d'énormes sommes d'argent, ont immédiatement voulu du nouveau gouvernement provisoire du C.L.N., l'abrogation du décret-loi sur la socialisation» (28).

Constats désabusés

«Camarades! Regardez-moi en face, camarades! Vous vous demandez si je suis le même agitateur socialiste, le fondateur du Parti communiste, l'ami de Lénine que j'ai été pendant un temps. Eh bien oui messieurs, je suis toujours le même! Je n'ai pas renié les idéaux pour lesquels j'ai lutté et pour lesquels je lutterai toujours. J'étais aux côtés de Lénine lors des journées radieuses de la révolution, je croyais que le bolchevisme était à l'avant-garde du triomphe ouvrier, mais par la suite je me suis rendu compte de mon illusion» (29).

«Nos programmes sont en tous points en accord avec nos idées révolutionnaires, et celles-ci appartiennent à ce qu'en régime démocratique on appelle la "gauche"; nos institutions sont le résultat direct de nos programmes, et notre idéal est l'État du Travail. Il n'y a pas à cet égard de doute possible: nous sommes la classe laborieuse en lutte pour la vie et la mort, contre le capitalisme. Nous sommes les révolutionnaires en quête d'un ordre nouveau. Dès lors, invoquer l'aide de la bourgeoisie en agitant le péril rouge est une absurdité. L'épouvantail authentique, le véritable danger, la menace contre laquelle il y a lieu de lutter sans relâche, vient de la droite. Cela ne nous intéresse en rien d'avoir la bourgeoisie capitaliste comme notre alliée contre la menace du péril rouge, car, même dans le meilleur des cas, celle-ci serait une alliée infidèle, s'efforçant d'obtenir que nous servions ses fins, comme elle l'a déjà fait plus d'une fois avec un certain succès. Je serai économe de mes mots, car ils seraient totalement superflus. De fait, cela est préjudiciable, parce que cela nous fait confondre les types authentiques de révolutionnaires de toute tonalité, avec l'homme de la réaction, à qui il arrive d'utiliser jusqu'à notre propre langage» (30).

6 jours plus tard, ils furent tous deux fusillés (28 avril 1945).

Toutes ces chartes ont un point commun: le corporatisme, c'est à dire, le renoncement à la lutte de classes. L'antagonisme des classes remplacé par l'union des producteurs.

Quant à l'Église, elle use des expressions: patrons et salariés «frères en Jésus Christ» et l'entreprise «corps mystique du Christ».

La différence se situe sur la place de l'État. Vieille querelle des Guelfes et des Gibelins, soumission au Pape ou à l'Empereur. Le corporatisme impose la destruction de la seule organisation de classe: le syndicat.

Bien sûr dans les systèmes totalitaires, il existe des organisations nommées «syndicats», mais des syndicats verticaux chargés de faire accepter par les salariés les décisions des gouvernements (Espagne, Portugal) ou du Parti (URSS).

Pourquoi parler de fascisme pour tout État ou toute dérive autoritaire? Le 20^{ème} siècle fut fécond en États autoritaires. L'Italie fasciste ne fut pas le seul exemple.

En 1995, l'archevêque Marcel Lefebvre admirait les régimes mis en place par Franco et Salazar, refusait

(27) Ce néologisme avait été créé par «Socialisme ou barbarie» pour nommer l'expérience Yougoslave.

(28) <https://www.storiologia.it/apricrono/storia/al943u.htm>

(29) Discours à l'adresse des Chemises noires, Gênes, le 15 mars 1945, cité par Claudio Cabona, dans: «Nicola Bombacci: Storia e ideologia di un rivoluzionario fascio-comunista», 2012.

(30) Benito Mussolini, Milan, le 22 avril 1945.

de condamner Pinochet et apportait son soutien à Jean-Marie Le Pen. Ils furent des conservateurs, des réactionnaires, des catholiques intégristes, mais jamais des fascistes: ils ne remirent jamais en cause le capitalisme, ni même ne cherchèrent à en atténuer les excès. Ils ne manifestèrent que mépris pour le prolétariat. Ce dernier point expliquait la réserve de Pie-11 par rapport au franquisme et au salazarisme.

Utiliser le terme de fascisme à tout propos, et hors de propos, ne sert qu'à ne pas avoir à caractériser les dérives corporatistes d'organisations syndicales et de partis politiques influencés par la doctrine sociale de l'Église (C.F.D.T.) ou acceptant leur intégration dans l'appareil d'État, distributeur de subsides et de prébendes, par l'intermédiaire des *«feuilles de route»* et autres conclaves.

La destruction du syndicalisme ne se décrète pas, mais s'accompagne d'une répression, plus ou moins violente, mais inéluctable à l'encontre des militants fidèles aux principes du syndicalisme authentique, le syndicalisme de lutte de classes.

L'obéissance aveugle, on l'a vu dans d'autres circonstances, ne concerne pas que la police et l'armée.

Les partis politiques s'adaptent. On passe vite de l'Okhrana à la Tcheka avec le même *«personnel»*, il suffit de remplacer une partie de l'encadrement.

«La critique du langage ne peut éluder ce fait que nos paroles nous engagent et que nous devons leur être fidèles. Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde. Et justement la grande misère humaine [...], c'est le mensonge» (31).

Christian JOYEUX-BOUILLON.

(31) Albert Camus, *«Sur une philosophie de l'expression»*, Poésie 44, décembre 1943 - janvier-février 1944, n°17, p.15.